

LE DESSOUS DES CARTES

PAR HERVÉ NATHAN

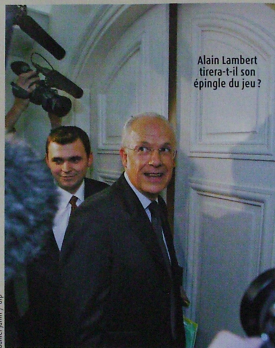
Le Sénat déborde de présidents

C'est la blague qui court au palais Médicis : « Qui ne sera pas candidat à la présidence du Sénat, le 1^{er} octobre prochain ? » À droite, on dénombre déjà quatre possibles challengers. Jean-Pierre Raffarin (Charente) est entré dans la course il y a presque un an. L'ancien Premier ministre a certes du prestige, mais aussi un problème : il vient de l'UDE. Tout comme le président du groupe UMP Henri de Raincourt. Il paraît que cela fait tache aux yeux des ex-RPR du Sénat. Gérard Larcher (Yvelines), ex-ministre du Travail, encore plus rond et madré que Raffarin, est, lui, issu du RPR. Mais son élection, aux yeux des centristes, donnerait tous les hauts postes de la République (Elysée, Assemblée, Conseil constitutionnel...) aux héritiers du parti chiraquien. Problème ! Il faut aussi compter avec la mauvaise humeur du président actuel, Christian Poncelet.

79 ans, déjà dix années de « plateau » au compteur et quelques casseroles judiciaires. Il n'aurait pas apprécié que Raffarin, puis Larcher, le présenterait pas. Du coup, il pousserait discrètement Philippe Marini (Oise). Mais le rapporteur du budget, gros bosseur, ne serait pas très populaire dans l'Hémicycle.

Le jeu semblant ouvert, Jean-Claude Gaudin s'est empressé de dire à la *Provence* qu'il avait signé un pacte de non-agression avec Raffarin, et qu'il n'excluait pas à son tour de se lancer, mais après les élec-

tions sénatoriales, fin septembre. Car c'est là le hic : avec ce scrutin, l'UMP devrait perdre environ 15 sièges. « Du coup, on ne pourra pas comme en 2003 régler la question par une primaire interne à l'UMP », explique un sénateur. Ce qui libérerait la place à un candidat capable de faire le lien



Alain Lambert tire-t-il son épingle du jeu ?

Aux sénatoriales, fin septembre, l'UMP devrait perdre environ 15 sièges.

entre la droite et le centre, voire au-delà. Ce pourrait être Alain Lambert (Orne), déjà dans la course en 2003. Ses amis assurent qu'il n'attend que cela. Et son changement de pied lors du Congrès (il a voté oui après avoir longtemps prôné le non) lui permettrait d'échapper à un veto de Sarkozy. Depuis qu'il a rencontré le président en juillet, Lambert, qui y avait déversé son dépit il y a quelques semaines, écrit désormais sur son blog : « Je sais qu'il me donnera les moyens pour défendre mes idées. » Jusqu'à devenir le deuxième personnage de l'Etat ? ●